

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN À TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° DIRA-MIMO-25-23)

l'Acheteur

Direction interdépartementale des routes Atlantique

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Atlantique

Objet du marché

Contrôle extérieur des travaux de terrassements, chaussées, assainissements, béton, ouvrages d'art et ouvrages en structures métalliques sur les opérations de modernisation, d'entretien et de grosses réparations sous maîtrise d'ouvrage de la DIR Atlantique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
1-1. Objet du marché et normes.....	3
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	3
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	4
1-4. Passation des commandes.....	5
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	5
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	6
1-8. Dispositions générales.....	6
1-9. Ordres de service.....	8
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....	9
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	9
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	9
3-3. Variation dans les prix.....	11
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	12
3-5. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix.....	12
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS.....	12
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	12
4-2. Pénalités.....	12
4-3. Autres pénalités.....	13
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	14
5-1. Retenue de garantie.....	14
5-2. Avances.....	14
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	14
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE.....	15
7-1. Période de préparation.....	15
7-2. Programme d'exécution.....	15
7-3. Conditions d'exécution.....	15
ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	16
8-1. Admission.....	16
8-2. Garantie des prestations.....	16
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	16
ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	16
Lot n° 1 : Assistance, essais de laboratoire et contrôles in situ – Travaux de terrassements, chaussées et béton.....	16
Lot n° 2, 3 4 : Sans objet.....	18
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Objet du marché et normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent des prestations de contrôle extérieur des travaux de terrassements, chaussées, béton, assainissements, ouvrages d'art et structures métalliques des chantiers sur les opérations de modernisation, d'entretien et de grosses réparations du réseau routier sous maîtrise d'ouvrage de la DIR Atlantique.

Le titulaire sera tenu de coopérer en matière de sécurité et de protection de la santé avec le coordonnateur désigné selon les demandes du CSPS circonscrites au contexte des chantiers.

Le réseau routier sur lequel est amené à intervenir le titulaire est l'ensemble du réseau de la DIR Atlantique, organisée en 4 districts (Oloron-Sainte-Marie, Gironde, Saintes et Angoulême).

Le contrôle extérieur interviendra lors de la réalisation des travaux de modernisation, d'entretien et de réparation des chaussées (travaux d'entretien courant, d'entretien préventif, de grosses réparations et de régénérations) et/ou de travaux d'entretien et de réparation sur des ouvrages d'art.

Le contrôle extérieur pourra porter avant le démarrage des travaux sur l'analyse du (des) plan(s) d'assurance qualité (PAQ), la réalisation d'essai, de mesures et de prélèvements. En phase travaux, le contrôle aura pour but de vérifier le respect par l'entreprise de son PAQ, le respect des prescriptions techniques figurant dans les marchés de travaux ainsi que le respect des règles de l'art.

Le titulaire pourra être amené à intervenir sur des chantiers se déroulant soit conjointement sur un même district, soit conjointement sur plusieurs districts.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications

1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).
2. Le chef de district, d'unité, le chef de projet pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;

- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

Notification via PLACE :

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

Notification par échanges dématérialisés :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information, les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou via PLACE dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le représentant du RA.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h via PLACE ou par échanges dématérialisés. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande.
- l'opération routière de rattachement ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- la désignation des prestations ;
- les quantités commandées par nature de prestation ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le début d'exécution des prestations ;
- la date et éventuellement l'heure et/ou le délai d'exécution des prestations ;
- le délai de la période de préparation le cas échéant ;
- la demande éventuelle d'intervention d'urgence ;
- la demande de visite préalable le cas échéant ;
- les conditions d'exécution particulières (mode de conditionnement, de transport, etc) ;
- le lieu d'exécution et/ou la zone géographique concernée des prestations commandées ;
- toute indication jugée utile à la bonne réalisation de la commande.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloté, les prestations sont réparties en 4 lots désignés ci-après qui sont traités par marchés à lots séparés :

Désignation des lots	
Lot 1	Assistance, essais de laboratoire et contrôles in situ – Travaux de terrassements, chaussées et béton
Lot 2	Mesures de déflexion au déflectographe, mesures d'uni à l'APL et mesures au rugolaser
Lot 3	Assistance et contrôles in situ – assainissement
Lot 4	Ouvrages d'art et ouvrages en structures métalliques

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCAP

1-6.2. Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour

chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins ;
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang,
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales

Lot n° 1 : voir article 10 du présent CCAP.

Lots n° 2, 3 et 4 : sans objet.

Pour tous les lots :

Ce marché fait l'objet d'une clause incitative relative à la promotion de l'égalité femme homme.

Objectif : Sensibiliser le/les soumissionnaires au sujet de la lutte contre les discriminations.

Modalités : Intégrer un questionnaire au DCE, renseigné par l'entreprise, en phase de soumission puis 6 mois avant la fin du marché. Ce document ne sera pas pris en compte dans l'attribution du marché et ne fera pas l'objet d'un engagement contractuel.

Le candidat renseigne le document « annexe à l'acte d'engagement portant sur la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes ».

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets et les modalités de transport.

Par ailleurs, dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan. Il n'est pas attendu de l'acheteur qu'il analyse et vérifie le contenu du BEGES et de son plan de transition associé.

Ainsi, le titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement communique à l'acheteur son BEGES et le plan de transition associé.

Si tout ou partie de ces documents n'ont pas été transmis au stade de la candidature, alors le titulaire les transmet dans un délai maximum de six (6) mois après la date de notification du marché.

Également, si le BEGES communiqué au stade de la candidature ou après la notification du marché arrive à échéance durant l'exécution de ce dernier, un nouveau BEGES (et son plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L.229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L.225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

**Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A – Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- la liste des prix unitaires et forfaitaires ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- la notice retraçant l'organisation de l'entreprise au regard de l'environnement valant SOPRE ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les règles générales de sécurité de la DIR Atlantique pour les entreprises intervenant sur le RRN (PP3-SA-04).

B – Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédant la date limite de remise des offres, dont notamment :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché et en tenant compte notamment :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS) selon les demandes du CSPS circonscrites au contexte des chantiers ;
- de la souplesse requise quant aux dates d'intervention, du fait des évolutions fréquentes de calendrier des travaux à contrôler, inhérentes à l'activité de TP (intempéries, pannes de matériels, traitements de non-conformités, etc.) ;
- de l'adaptation aux plages horaires adéquates pour les interventions sur sites (chantier, centrales, aires de stockage, etc.) ;
- de l'exécution des prestations de manière éventuellement contradictoire avec les laboratoires de contrôle externe des entreprises titulaires des marchés de travaux ou de leurs fournisseurs ;
- du respect des modalités de coordination définies par les coordonnateurs SPS des opérations et des mesures particulières prises pour respecter les préconisations de sécurité sanitaire en période d'épidémie de coronavirus Covid-19 ;
- que les heures normales d'exécution des prestations sur site du présent marché, c'est-à-dire les heures n'impliquant pas une plus-value de rémunération, pour les jours ouvrés sont celles indiquées au CCTP ;

- que les heures « de nuit » d'exécution des prestations du présent marché s'entendent pour les jours ouvrés du lundi au vendredi sur les plages indiquées au CCTP ;
- que les heures « de week-end » d'exécution des prestations du présent marché s'entendent de la plage du vendredi soir au dimanche sur les plages indiquées au CCTP ;
- que pour les déplacements jusque sur le site, seules les heures de présence sur site seront comptées ;
- de tous les frais liés à la sécurité des agents du titulaire et à celle des intervenants du chantier exposés aux risques exportés par le titulaire ;
- de la coordination avec les différents responsables sécurité des marchés de travaux pour les accès aux chantiers et le travail dans leurs emprises ;
- du respect par le titulaire des règles générales de sécurité de la DIR Atlantique pour les entreprises intervenant sur le RRN (PP3-SA-04) ;
- du respect des consignes des districts de la DIR Atlantique et autres gestionnaires de voirie, quant à la sécurité des accès et interventions hors zones de balisage lourd ;
- de la concertation et coordination avec le maître d'œuvre pour l'organisation des contrôles ;
- de tous les frais d'interprétation des données selon la réglementation en vigueur et/ou les documents particuliers du marché de travaux et de mise en forme des rapports ;
- de tous les frais de reprographie des documents mis à la disposition du titulaire ou remis par le titulaire ;
- de la coordination avec les districts de la DIR Atlantique quant à la sécurité des interventions et l'accès sur sites le cas échéant ;
- des sujétions de travail sous ouverture des sites DIRA, des aires et des activités situées à proximité des sites.

3-2.2. Application des prix

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1. Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée via le portail Chorus Pro.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État ;
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande qui sera transmis par le service ordonnateur.

3-2-4.2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux

des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités ou retenues.

3-3.1. Forme des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre final.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_n}{I_0}$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande du représentant du RA par ordre de service, le titulaire fournira :

- une décomposition de tous les prix forfaitaires autres que ceux exigés à l'article 3 du règlement de la consultation à compter de la demande du représentant du RA par ordre de service ;
- un sous-détail de tous les prix du bordereau des prix autres que ceux exigés à l'article 3 du règlement de la consultation à compter de la demande du représentant du RA par ordre de service.

Le représentant du RA pourra inviter l'entrepreneur à redresser les erreurs ou anomalies qu'il aura éventuellement relevées dans le sous-détail fourni. À défaut d'accord, il sera fait usage du sous-détail tel qu'il aura été rectifié par le maître d'œuvre.

Le sous-détail des prix concernant des travaux sous-traités devront être présentés avec la même décomposition détaillée.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités s'entendent toutes hors taxe.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

4-2.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations faisant l'objet d'un délai, pour les 4 premiers jours de retard, une pénalité journalière de 100 € puis, pour chaque jour de retard ultérieur, une pénalité de 200 €.

4-2.2. Pénalités pour retard d'intervention

En cas de retard d'intervention, le titulaire encourt une pénalité journalière forfaitaire de 100 €.

4-2.3. Pénalité pour absence

Pour toute absence à une convocation du maître d'œuvre, le titulaire encourt une pénalité de 500 €.

4-2.4. Retenue pour non remise de documents

En cas de retard de réalisation ou de transmission de notice sécurité (PPSPS ou autres), compte-rendu et/ou de rapports de synthèse, de rapport d'étude de renforcement, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 € pour une notice ou un essai et une pénalité journalière de 500 € pour un compte-rendu ou rapport.

Ces stipulations ne s'appliquent qu'aux bons de commande dont les prix prévoient une remise de documents avant ou après exécution.

4-2.5. Pénalité pour non remise en état des lieux

À la fin de l'intervention sur site, le titulaire devra avoir procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés.

En cas de non remise en état des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

4-2.6. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-2.7. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

4-2.8. Clauses environnementales

En cas de non-respect ou d'imprudence vis-à-vis de l'environnement et non-respect caractérisé, volontaire ou par négligence, constaté par le maître d'œuvre, de la réglementation ou d'une consigne spécifique prévue par la notice valant SOPRE, il sera appliqué, une pénalité forfaitaire de 500 € pour la première occurrence et de 1 000 € pour une récidive ; cette pénalité n'inclut pas les éventuels frais consécutifs à la réparation des dommages du préjudice subi, à l'indemnisation de tiers ni ceux d'une éventuelle amende.

4-2.9. Clauses sociales

Pour le lot n° 1 :

- En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 60 € par heure d'insertion non réalisée.
- En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 100 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

4-3. Autres pénalités

Non-respect de rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre ou son représentant. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

Non présence sur site pour un contrôle prévu

En cas de non présence sur site du titulaire pour la réalisation d'un essai et/ou d'un contrôle prévu (localisation, date) convenu avec le maître d'œuvre ou son représentant, le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

Non réalisation d'un contrôle en phase d'exécution des travaux

En cas de non réalisation d'un contrôle ou d'un essai, commandé lors d'une phase d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 800 €.

Non-respect des règles de sécurité

Pour les imprudences vis-à-vis **des règles de sécurité** du trafic sur l'autoroute ou ses bretelles et le non-respect caractérisé volontaire ou par négligence, d'une consigne spécifique, il sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 300 € pour la première et de 800 € pour une récidive. Cette pénalité, à visée préventive, n'exonère pas l'entrepreneur de ses obligations et responsabilités.

Non communication du BEGES

Suite à une première demande par la personne publique, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 € HT (voir article 1-8.6.2 du CCAP).

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du bon de commande du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Lot	①
1	5 %
2	5 %
3	5 %
4	5 %

① % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE

7-1. Période de préparation

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande, selon les demandes du CSPS circonstanciées au contexte des chantiers :

- lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 1 ou 2, le titulaire pourra ainsi être amené à fournir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) au coordonnateur SPS et au représentant de l'acheteur dans un délai de 7 jours à compter de la commande ;
- lorsque le bon de commande concerne une opération de catégorie 3 présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu à l'article L.4532-8 du Code du Travail, le titulaire pourra ainsi être amené à fournir un Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) sont fournis au coordonnateur SPS et au représentant de l'acheteur dans un délai de 7 jours à compter de la commande.

Le coordonnateur SPS pourra être différent suivant les secteurs ou les opérations couvertes par le présent marché.

Autorité du coordonnateur SPS pour les interventions sur chantier

Le coordonnateur SPS informe le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de dangers graves et imminents, constatés lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS définit les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie des prestations du titulaire.

Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

7-2. Programme d'exécution

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du district concerné.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Sur autoroutes ou voies à 2x2 voies, le titulaire se conformera strictement aux prescriptions du fascicule « Règles de sécurité sur voies rapides », ainsi que les prescriptions sur routes bidirectionnelles, joints en pièce annexe 1 et 2 du présent CCAP.

Le personnel du titulaire travaillant sur des parties du chantier sous circulation doit être doté d'un boudier ou d'un gilet rétro-réfléchissant classe II.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I-8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite de jour, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

Avant le début des interventions sur le réseau routier, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre ou à son représentant, le(les) personnel(s) intervenant sur site qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

7-3.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Il est interdit à toute personne d'intervenir sur les voies circulées en dehors des interventions, dates et heures programmées et sans autorisation du gestionnaire de la voirie.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à une exécution en qualité et sécurité de ses prestations, notamment les équipements individuels de protection et équipements réglementaires (dosimètres lors de l'utilisation de sources radioactives) ; les personnels du titulaire doivent porter un baudrier ou un gilet rétro-réfléchissant de classe 2 de jour et de classe 3 par condition de nuit.

Le titulaire appliquera strictement les consignes d'intervention et de sécurité qui lui seront communiquées par le gestionnaire de la voirie, le maître d'œuvre et les responsables sécurité des entreprises mandataires des différents marchés de travaux.

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-2. Garantie des prestations

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Lot n° 1 : Assistance, essais de laboratoire et contrôles in situ – Travaux de terrassements, chaussées et béton

Ces articles dérogent à l'intégralité des alinéas de l'article 20 du CCAG des marchés publics de travaux.

La Direction Interdépartementale Atlantique dans un souci de promotion de l'emploi ou de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la Commande Publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire pour la totalité du marché.

L'entreprise qui se verra attribuer le marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le nombre d'heures d'insertion à réaliser par le titulaire du lot considéré est de **300 heures sur la durée maximale du marché**.

Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage), sans activité ou activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois),
- Les allocataires du RSA en recherche d'emploi,
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'allocation veuvage ou de l'allocation d'invalidité,
- Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT,
- Les jeunes de moins de 26 ans en difficulté d'insertion professionnelle et répondant à l'un des critères suivants :
 - Sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - Diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail,
- Les personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée,
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi,
- Les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième chance (E2C),
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en difficulté d'insertion professionnelle,
- Les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire,
- Les personnes ayant le statut de réfugiés ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.

En outre, le facilitateur mentionné à l'article 11-3 peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, de Cap Emploi ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Tous les publics décrits ci-dessus sont éligibles quelles que soient les structures qui portent leur contrat de travail, notamment les GEIQ, les ETT, et associations poursuivant le même objet, avec la mise en œuvre d'un accompagnement socio-professionnel.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Les modalités de mise en œuvre

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- Par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrat en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de 2 ans ;
- Par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adaptée (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT), ou à un établissement et service d'aide par le travail (ESAT) ;

- Par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

À l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

Coordinateur Régional Nouvelle Aquitaine

MEF du Thouarsais

7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars

Tél. : 07 77 94 03 35

Mail : frederic.mangeant@thouars-communaute.fr

Les modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

À la demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle régulier de la clause et son évaluation.

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure qui transmettra au facilitateur les relevés des heures réalisées.

Les pièces demandées sont la copie du contrat de travail dès l'embauche et le relevé mensuel des heures réalisées ou la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec les entreprises attributaires.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 4-2.9 du CCAP.

À l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Difficultés économiques de l'attributaire

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) le facilitateur mentionné ci-dessus.

Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale. Cette annulation sera subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à cette difficulté et transmis à la DIRECCTE ou au juge.

Lot n° 2, 3 4 : Sans objet

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le présent CCAP apporte des dérogations aux dispositions du CCAG FCS. Ces dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG :

CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-2	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 4-2.1	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	20 du CCAG